

Préface

Ville importante des Yvelines avec ses 30 000 habitants, Trappes fait partie de l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines. Cette ville conserve quelques traces de sa riche histoire à travers un patrimoine historique, situé principalement en centre-ville ; c'est non loin de la gare ferroviaire que l'on trouve la cité pavillonnaire des Dents de scie, ancienne cité cheminote devenue patrimoine social locatif. Bâtie pour héberger les ouvriers employés sur l'important triage ferroviaire de Trappes, la cité des Dents de scie s'est implantée dans le contexte particulier de l'entre-deux-guerres, où les enjeux sociaux et économiques ont été les facteurs de l'aménagement urbain. Propriété de l'Office Public d'Habitation à Bon Marché de Seine-et-Oise, ces logements sont gérés depuis les années 1960 par le bailleur social OPIEVOY et depuis 2017 par Les Résidences Yvelines Essonne. Au cours des années 1980, la cité devenue désuète doit être rasée au bénéfice d'un nouveau parc de logements sociaux. Sauvegardée grâce à la détermination des locataires, elle bénéficiera d'une réhabilitation effectuée dans l'esprit d'origine.

Il n'existait jusqu'à présent aucun ouvrage sur la cité des Dents de scie et, tandis que les aménageurs s'attachent de nos jours à redéfinir le logement social, lui redonner ses lettres de noblesse semblait tout indiqué. N'étant pas spécialiste de cette période, c'est tout d'abord dans le cadre d'un travail universitaire que j'ai étudié cette cité ; du point de vue architectural, social et historique bien sûr, mais aussi pour comprendre pourquoi un ensemble architectural reconnu sans intérêt et voué à la destruction est devenu un patrimoine historique. C'est également en souvenir de mon enfance passée dans ses murs que j'ai souhaité en écrire l'histoire singulière, étant plus à même de comprendre les motivations des locataires.

Toutes ces années passées dans ce lotissement m'ont semblé protégées car il en émanait un environnement calme et familial. Outre le fait que quelques membres de ma famille habitaient également dans cette rue, toute la population se connaissait. Je me souviens que les premiers amis se sont faits tout naturellement dans les pavillons voisins, car nous vivions dans un monde à part ; seule l'école nous faisait sortir de cette « ville dans la ville ». Lorsque nous n'étions pas chez les voisins, nous jouions dans le jardin, à l'abri des regards extérieurs, préservés, « cocoonés » par l'architecture enveloppante des maisons. Quand on arrivait dans la rue,

l'impression de franchir un monde étrange et différent en saisissait plus d'un.

La documentation éparsée ou incomplète, voire inexistante en ce qui concerne le projet d'origine, a rendu l'enquête difficile. De même, il n'a pas été possible de rencontrer tous les protagonistes de cette historiographie pour diverses raisons et du fait de l'ancienneté des événements. Mes recherches ont donc principalement été étayées par les archives de la réhabilitation de cet ensemble et par les nombreux témoignages qu'il m'a été permis de recueillir. Mes grands-parents sont arrivés dans cette cité en 1939. Ma grand-mère nous répétait souvent qu'une cité identique aurait été construite en Allemagne. Vraies rumeurs ou fausses vérités, chaque allégation émise tout au long de ces années allait trouver sa place ou serait démentie au cours de cette prospection.

L'étude précise de ce type de réalisation va nous conduire tout d'abord à nous pencher sur la chronique du logement social et sur l'histoire de l'architecture en Europe – principalement en Angleterre, en Allemagne, en France, depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'aux reconstructions d'après-guerre en France – où les expériences architecturales menées au cours de cette période vont devenir le « berceau » des expérimentations futures. Dans la deuxième partie, nous verrons les caractéristiques spécifiques de la cité, issues de concepts et de politiques de logement particuliers. Enfin, la dernière partie dévoile la mémoire des lieux et retrace sa « re-naissance » à travers des témoignages d'habitants qui en parlent avec enthousiasme et émotion : un voyage à travers les yeux d'enfants de l'époque, d'adultes d'aujourd'hui.

Tout juste après la vingtième année de sa reconnaissance en tant que patrimoine historique, la publication de l'aventure insolite que connût cet ensemble architectural remarquable n'est que l'aboutissement logique de la démarche entreprise : transmettre à un plus large public son histoire méconnue. Ce livre n'est pas un énième manuscrit sur le logement social, mais une réflexion personnelle découlant des recherches effectuées : il se veut le porte-parole d'un patrimoine type, d'un exemple unique de patrimoine social du début du XX^e siècle. Il peut ainsi être amené à se compléter dans les années à venir, car si les habitants qui y vivent et se succèdent aujourd'hui n'appartiennent plus au corps de métier du Chemin de fer, son histoire se tisse toujours ... inlassablement.

Partie 1

**L'habitat, redéfinition d'un logement
à caractère social entre le XIX^e et le XX^e siècle**

C'est au cours du XIX^e siècle que les abords des grandes villes européennes se couvrent de taudis, sans hygiène ni confort, occupés par de nombreuses familles, contraintes de s'installer dans des baraquements de fortune. Tous les pays d'Europe font alors le même constat inquiétant et pointent les conditions misérables dans lesquelles vit la classe populaire. Un débat sur l'amélioration des habitations s'enclenche et débouche sur la construction d'un nouveau type de logement, le logement social, une innovation qui puise ses racines dans une prise de conscience unanime face à l'exclusion d'une catégorie de personnes.

Jusqu'au début du XX^e siècle, la prise en main des mal-lotés reste réservée aux actions privées et ponctuelles qui animent une poignée de philanthropes bourgeois, œuvrant seuls face aux gouvernements indifférents. Ainsi, quelques utopistes vont imaginer des villes où l'homme et la nature évoluent à l'unisson dans un centre de vie sociale intense. Ce concept de « cité idéale » influence bon nombre de projets en Europe jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, tandis que certains États instaurent une législation pour le droit au logement pour tous.

Bien que la crise de 1929 ait ralenti ces expérimentations, l'habitat collectif est désormais privilégié et constitue l'un des axes majeurs de développement des grandes et petites métropoles, préfigurant ainsi les futurs grands ensembles de la deuxième moitié du XX^e siècle. C'est dans ce contexte mouvementé que la cité des Dents de scie se construit pour accueillir la nouvelle population ouvrière qui s'établit massivement dans la ville de Trappes.

Chapitre 1 : Réflexions sociales, politiques et architecturales en Europe

En cette fin de XIX^e siècle, plusieurs enquêtes menées par des médecins en France, en Allemagne, en Espagne et en Grande-Bretagne, mettent au jour des problèmes de santé publique et remettent en cause les principes des politiques européennes¹. Les réflexions contemporaines enflamment l'esprit des bâtisseurs qui projettent leurs idéaux et leurs visions utopiques dans des projets d'envergure : des institutions naissent, influençant les actions ambitieuses de catholiques bienfaisants, d'humanistes libéraux.

¹ Roger-Henri GUERRAND, *Une Europe en construction. Deux siècles d'habitat social en Europe, l'Allemagne*, p 15.

Les échanges et les influences internationaux d'un nouvel art architectural, l'Art Moderne, vont donner prétexte à des expériences territoriales uniques et diversifiées. Dans toute l'Europe, des bâtiments de conception originale sont édifiés sous l'essor de la modernité. Les aménagements urbains incorporent de nouvelles techniques et de nouveaux matériaux de construction plus rentables, ce qui entraîne une industrialisation de la construction.

Les premières explorations vont tout naturellement être entreprises par les industriels, patrons d'empires prospères, qui comprennent très vite l'intérêt de fournir un environnement confortable à leur main-d'œuvre qualifiée. Deux pays vont se démarquer dans le développement des habitations sociales : la Grande-Bretagne et l'Allemagne, suivis de près par les Pays-Bas, l'Autriche et les pays scandinaves.

I. La Grande-Bretagne

Le problème de surpeuplement que connaissent les grandes villes de Grande-Bretagne, et notamment Londres, au XIX^e siècle, se traduit par « l'occupation » anarchique de sa banlieue. Les conditions de vie y sont désastreuses : plusieurs études statistiques révèlent qu'une grande partie de la population vit dans une immense pauvreté, la plongeant dans un désarroi insoluble². En Grande-Bretagne, le logement social va évoluer considérablement sous l'influence de l'industrialisation et des réflexions sociologiques et politiques : c'est en effet, le premier pays à s'industrialiser et à être confronté au problème de paupérisme des populations ouvrières, sans modèle à suivre pour y remédier rapidement.

1. Les premières initiatives

Dès 1862, la Fondation Peabody Trust, créée à Londres par l'homme d'affaires George Peabody, s'attache à procurer des logements pour ses employés : il construit des blocs d'appartements englobant des espaces verts. Ces habitations sont de conception peu fonctionnelle mais donneront l'exemple dans ce pays jusqu'au début du XX^e siècle³.

² D'après « Life and labour of the people in London », enquêtes menées de 1882 à 1897 par Charles BOOTH. Yvette MARIN, Sophie ROUSSEAU, *Le logement social en Grande-Bretagne depuis les origines jusqu'à la Seconde Guerre, Deuxième partie : La maîtrise de l'espace ou l'introduction du débat esthétique et de la planification urbaine*, p. 2.

³ Jean TARICAT, Martine VILLARS, *Le logement à bon marché, chroniques, Paris, 1850-1930*, p. 87.